

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1^{re} ANNÉE | N° 4 |

1^{er} JUILLET 1924

| PRIX : 2 FR.

AU DÉCLIN DES DICTATURES

Les dictatures souffrent, depuis une quinzaine. Elles apparaissent plus frêles et moins audacieuses. Dans le moment où M. Primo de Rivera achève de se rendre odieux à tout ce que l'Europe compte d'intelligences averties, voilà son brillant modèle, le caporal Mussolini, cousin du roi, mêlé à une basse histoire d'assassinat politique où son prestige ne peut point ne pas sombrer. Cramponnez-vous, Messieurs ! je préfère ma condition à la vôtre, car il est une sécurité qui est mienne et que vous n'avez pas : demain, après-demain, je coucherai dans mon lit ; et vous n'en sauriez dire autant.

Turpitudes que tout cela ! Ne voit-on pas, toutefois, dans quel état d'instabilité les dictateurs ont placé les nations latines ? C'est cela qui est grave. On a reproché aux gouvernements français, qui se sont succédés depuis cinq ans, d'avoir isolé leur pays : et c'était vrai ; qu'était, toutefois, l'isolement de la France, lorsqu'on compare la situation de ce pays avec celle de l'Italie. Où y a-t-il quelque part, dans le monde, une nation, une province, une bourgade, une maison dont les hôtes soient des alliés de l'Italie ? — La même question, je la pose à l'égard de l'Espagne. Connait-on des amis à l'Espagne ? — Cette situation, cet isolement de grandes nations, peut-être sans précédent dans l'histoire, du moins en période de paix, elle est l'œuvre inconcevable des dictateurs, comme elle a failli être, en France, l'œuvre des hommes qui acceptaient sans répulsion l'idée d'un fascio français, la possibilité d'une dictature quelconque, telle que celle qui a été récemment offerte à M. Millerand et que l'ancien Président de la République a eu le cœur et la droiture de refuser.

Depuis que toute éventualité de ce genre est dissipée, n'a-t-on pas remarqué que les sympathies anciennes, qu'on eût dit endormies, s'éveillent et renaissent autour de la France ? Ce n'est, toutefois, ni d'Italie, ni d'Espagne que cela est sensible. Le bloc latin demeure désagrégé. Ses morceaux restent éparés. Les dictateurs ont horreur de toute possibilité d'entente internationale... lorsqu'il n'y a pas d'argent à recevoir pour prix de leur amitié. Il s'avère aujourd'hui que les échanges de visite entre souverains italiens et espagnols n'ont abouti qu'à de vulgaires palabres. Rien de durable n'en sortira. Les tyrans n'ont pas voulu que leurs monarches s'entendissent à quelque propos que ce fût. Ils ont été obés.

Eh bien ! il faut le dire aux dictateurs, les élites pensantes de l'Europe ne comprennent pas qu'un pays bien gouverné, sain de corps et d'esprit, n'ait pas d'ami. Certes, on rencontre des exaltés pour affirmer que tel Directoire a remis de l'ordre en son pays et que tel dictateur est un type épataut. Si c'était vrai, cela se saurait sans qu'il fût besoin de le faire hurler par des malades. Si c'était vrai, Mussolini n'aurait pas besoin de faire assassiner ses adversaires politiques ; car je ne puis pourtant admettre que le fascisme adopte des mœurs aussi expéditives, sans motif sérieux. Si c'était vrai, Primo de Rivera ne se serait pas secrètement réconcilié avec le ministre prévaricateur Alba, que la seule annonce du coup d'Etat militaire, provoqué, disait-on, par sa gestion scandaleuse, avait décidé, naguère, à quitter l'Espagne pour échapper à la justice (?) de son pays. Si c'était vrai, ni l'un ni l'autre de ces personnages de premier plan ne conserveraient plus longtemps visages d'usurpateurs ; ils s'empresseraient de rentrer dans la légalité pour y recevoir les justes approbations du Droit. Surtout, ils n'auraient pas besoin d'avoir recours à la déportation, à la destitution et au meurtre pour se maintenir au faite du pouvoir ; ils prendraient garde, en outre, de ne pas indisposer l'Europe ; s'ils l'ont amusée d'abord, ils l'indignent aujourd'hui. Cela se voit : cela s'écrie partout. De tous les parlements, le témoignage en est parti, ces jours derniers, à l'adresse de Mussolini. Dans toute la presse, Primo de Rivera a pu lire ce que pense le monde des affaires Unamuno et Dwelshauvers, de la destitution des professeurs de Barcelone et de la politique des béotiens.

En revanche, Mussolini ne peut ignorer que le nom de Matteotti est devenu celui d'un héros sympathique à tous ; et Primo de Rivera doit commencer à comprendre, si néanmoins il peut comprendre quelque chose, qu'à force de brimer la Catalogne, il lui rend le même service que rendirent à l'Irlande les soldats et policiers de Grande-Bretagne : il en fait la nation la plus sympathique du monde. Jamais tant de journaux

n'avaient consacré tant d'articles que ces derniers temps aux légitimes revendications des autonomistes catalans. Les arguments de la douleur qui émeuvent plus que tous les autres, c'est Primo lui-même et sa bande qui les ont fournis aux chefs du mouvement catalan. En dépit de la censure, le télégraphe que le général ne peut pas supprimer a parlé. Et les cœurs ont été émus. Bientôt, l'on s'apercevra que si l'Espagne n'a plus d'ami nulle part, jamais la Catalogne n'en a tant ralliés à sa cause.

Je m'entretenais, récemment, de la question catalane avec un homme d'Etat français rencontré au hasard d'un dîner. On m'excusera de ne pas le nommer aujourd'hui, car il est devenu ministre depuis lors. L'avouerais-je ? Je ne m'attendais pas qu'un homme politique peu spécialisé dans les affaires étrangères, connu aussi précisément la question. « Quel dommage, me disait-il, que ces aimables Catalans si ardents, si vibrants, si sympathiques, si pleins de talents et si capables de sagesse ne sachent pas mieux se discipliner afin de s'entendre entre eux en vue d'une action unique, commune, concertée... »

Je convins que l'unité d'action n'est pas toujours très apparente. Mais l'unité de pensée n'est pas loin d'être réalisée, dans le patriotisme du cœur. Et je dis au ministre ce que je vais redire ici :

« Il faut aider la Catalogne à s'émanciper, parce que c'est le seul pays méditerranéen assez civilisé, assez évolué, pour que l'on puisse compter sur lui. C'est avec la Catalogne — et contre l'Espagne, et contre Rome, hélas ! — que la France réalisera tôt ou tard, la grande pensée de Mistral et de Paul Adam : l'unité du monde latin par la fédération tacite des peuples méditerranéens ; la Provence et la Catalogne sont sœurs, d'âme et de lait. Par ces deux peuples, la paix latine est réalisable. Aider à la libération de la Catalogne, c'est aider au maintien de la paix non seulement en Méditerranée, mais dans toute l'Europe. »

F. JEAN-DESTHIEUX.

Provence et Catalogne

Le 9 juin dernier, le Félibrige français, sous la présidence de sa reine, Mlle Vinas, célébrait la sainte Estelle à Narbonne. La sainte Estelle, c'est la fête annuelle du Félibrige ; on pourrait presque dire : la fête nationale du Midi de la France.

Comme tous les ans, à cette fête qui, cette fois-ci, fut particulièrement brillante, la Catalogne était représentée. Poètes de Provence et de Catalogne se considèrent fort justement comme les héritiers de deux nations sœurs. La *Coupo Santo* que se transmettent les *Capoulliès* du Félibrige n'avait-elle pas été offerte à Mistral par les Catalans ? Depuis lors, toutes les occasions ont paru excellentes aux Catalans comme aux Provençaux de manifester leur fraternité latine. Si la fédération du monde latin s'établit jamais, ce sera sur les bases des deux provinces alliées. De ce vœu qui exprime toute la doctrine félibréenne, ainsi que notre ami F. Jean-Desthieux l'a résumée dans l'ouvrage qu'il a consacré à la mémoire de Frédéric Mistral, aucun patriote français ne s'est jamais offensé. Qui dit *liberté*, qui dit *autonomie*, en France comme en Espagne, ne dit pas obligatoirement *séparatisme*.

C'est pourquoi nous avons été péniblement surpris de trouver dans le dernier numéro de la revue *Le Feu*, organe du régionalisme méditerranéen (fondé à Aix-en-Provence il y a dix-huit ans par le grand poète Emile Sicard, et dirigé depuis avec autorité par notre ami Joseph d'Arbaud, Majoral du Félibrige, que nos lecteurs connaissent déjà), l'information suivante :

Au moment où nous mettons sous presse, nous prenons par télégramme que notre ami Bernard de Montaut-Manse, avec lequel nous nous trouvions le jour de la Sainte-Estelle à Narbonne, vient d'être arrêté et emprisonné à Barcelone, puis expulsé sur l'ordre du général Primo, pour avoir porté la « *barretina* » catalane et, connu comme patriote occitan, avoir déclaré sa sympathie pour la Patrie Catalane. Nous protestons hautement contre cet indigne procédé qui ajoute un acte arbitraire à tous ceux dont la Dictature porte le poids, mais crée une solidarité nouvelle entre les fils conscients de Catalogne et les Félibralistes mistraliens.

Le Feu.

Hélas ! la protestation du *Feu* est aussi vaine que le serait la nôtre. Il est bon, toutefois, que l'on sache en France et au dehors que nous ne sommes point seuls à nous indigner de l'intolérance dont fait preuve le général que l'Espagne s'est donné pour chef, — au moins à l'égard de tout ce qui représente l'intelligence, la poésie ou la science.

La Provence est avec la Catalogne.
La France est avec la Provence.

J. B.

Une lettre émouvante de Miguel de Unamuno

Un de nos lecteurs et amis — M. D. M. G. — nous communique la lettre suivante, reçue par la revue *Epana Nueva*, peu de temps après la déportation du grand Miguel de Unamuno. Nous la publions, vu le caractère qu'elle présente : elle permet de constater que si le Directoire, en déportant le penseur, a cru faire taire une voix, il s'est bien grossièrement trompé.

Voici d'abord la lettre en son texte original, encore inédit, croyons-nous, en Europe :

« Me trajeron a esta remota isla sedienta sin decirme por qué y sin preceder proceso ni expediente alguno. En rigor por ser el más eficaz adversario del régimen de dictadura imbécil que está envileciendo y encanallando a España. Y no es sino el desquite de los germanófilos de 1917, o mejor de los carlistas.

« Estoy dispuesto a que este confinamiento sea a costa del Directorio, o mejor de su Presidente que por sí mismo, y por instinto de ruin venganza individual, lo decretó en uno de sus accesos de cretinismo tremens. El pobre es de los que primero desaparecen y después apuntan.

« Como he enseñado a trabajar a mis hijos, hay tres de ellos que pueden sostener, sin mi ayuda, a mi familia toda. Es lo que no previó el Primo de Rivera ese, que después de haberse jugado la fortuna de sus hijos — la que le llevó en dote su mujer — ha asaltado el poder prevalido de la cobardía del rey y del ejército, para educar. No hay modo de tratar con un sujeto educado en timbas, prostíbulos y tabernas y que hace poco echaba toda su influencia para que no se le procesara a una ramera vendedora de drogas.

« No pienso salir libre de aquí hasta que no quede nuestra pobre España libre también de esa taifa de jugadores, libertinos, alcohólicos y carnívoros que la están deshonrando. Y blasfemos, pues que invocan el patriotismo.

« Y este envilecer a España lo hacen a posta y adrede, rabiosos por su fracaso. Porque han fracasado, ya que todo el elemento civil decente y lo mejor del militar los repudia. Es una venganza sadica.

« Y peor aun que su perversidad cínica y desvergonzada es su tontería. El pobre Dictador es vicioso e inmoral de puro tonto; su escasez intelectual le impide discernir lo que es digno de lo que es indigno.

« Pero esto se acabará pronto. Y habrá servido para poner al desnudo a muchos hombres.

« Le saluda,

MIGUEL DE UNAMUNO

Puerto Cabras de Fuerteventura, 21 de Marzo de 1924.

Voici maintenant la traduction de cette lettre en français : traduction d'ailleurs assez libre, attendu que la violence du ton qui caractérise ce document est difficilement transposable :

« Ils m'ont déporté en cette île lointaine, assouffie, sans me faire connaître la raison de cette mesure, sans instruction ni possibilité d'arbitrage, parce que je suis l'adversaire le plus irréductible de cette dictature imbécile dont le régime encanaille l'Espagne. Qu'est-ce que cela signifie, sinon la revanche des germanophiles de 1917, voire même des Carlistes ?

« Je désire que la responsabilité de ce banissement soit laissée au Directoire et surtout à son Président qui, obéissant à un abject instinct de vengeance personnelle, le décréta au cours d'un de ses accès de *délirium tremens*. Il est de ceux qui ne visent qu'après avoir tiré, le pauvre !

« Comme j'ai fait apprendre à travailler à mes enfants, trois d'entre eux subviendront, sans mon aide, aux besoins de toute la famille. Ce n'est pas ce qu'avait prévu ce Primo de Rivera-là, qui, lui, après avoir perdu au jeu la fortune de ses enfants, dot de sa femme, escalada le pouvoir pour se refaire, en profitant de la lâcheté du roi et de l'armée. Comment s'entendre avec un homme dont l'éducation s'est faite dans les tavernes, tripots, et maisons closes, et qui, il y a peu de temps, usait de son influence pour qu'une fille publique coupable d'avoir vendu de la drogue ne fût pas poursuivie.

« Je ne sortirai pas libre d'ici avant que notre pauvre Espagne soit elle-même libérée de cette clique de joueurs, débauchés, ivrognes et tripiers qui la déshonorent. Que blasphément-ils, lorsqu'ils osent invoquer le patriotisme.

« Enragés par leur échec, ils poursuivent de toutes leurs forces cet avilissement de l'Espagne. Car ils ont échoué, puisque tout l'élément civil et l'élite de l'armée les désavouent ensemble. Sadique vengeance !

« Mais ce qui est plus grave que son cynisme et sa perversité, c'est sa sottise. Ce pauvre dictateur est aussi vicieux et immoral que la bête qu'il est. Son indigence intellectuelle ne lui permet point de distinguer entre ce qui est digne et ce qui est indigne.

« Mais cela cessera bientôt. Et cela aura servi à faire connaître dans leur nudité beaucoup d'hommes.

« Etc... »

Vers l'illégalité judiciaire

Xérès, 23 juin. — Le président du Directoire a remis à la presse un communiqué, disant en substance : « Si, par invraisemblable, les autres barreaux venaient à se solidariser par camaraderie avec le barreau de Barcelone, qui refuse de rédiger en espagnol au lieu du catalan certains documents officiels, le Directoire n'hésiterait pas à créer la liberté absolue des plaideurs de comparaitre devant les tribunaux sans être assistés d'un avocat (sic). »

« Le Directoire ne saurait, en effet, tolérer une résistance aux autorités, surtout dans le cas présent. Il s'agit d'une manœuvre nationaliste portant atteinte à l'unité nationale. »
(Le Télégramme de Toulouse.)

EST-CE POSSIBLE !

Un grand pays est à vendre

Lorsqu'en septembre 1923, le général dictateur s'empara du pouvoir, sans doute avec l'acquiescement du monarque, officiel ou officieux, l'homme-orchestre de la politique espagnole annonça une épuration des mœurs législatives. On publia *urbi et orbi* que l'on allait juger Alba, qui, étant président du Conseil, avait engagé en quelque sorte l'Etat espagnol en un projet de concessions minières, etc..., qui aboutissait à rien moins qu'à dépouiller les industriels et commerçants espagnols au profit de leurs concurrents étrangers.

Or, voici que ce projet revient à l'ordre du jour en 1924.

Une personnalité catalane m'a dit hier : — « Primo de Rivera n'a pas démenti le projet actuel de la « Société d'Industrie et de Traction électriques ». Donc les négociations en cours, loin d'être arrêtées, continuent.

« La dette publique espagnole va atteindre 20.000 millions de pesetas. Oubliions que la quasi-totalité de cette somme formidable a servi à des entreprises belliqueuses d'un succès encore invisible.

« Il faut parer au déficit. Construire des routes, des chemins de fer, des canaux, des usines, voilà le seul moyen d'accroître la richesse nationale. Pour ce programme, qui nous aide ? Personne. Au contraire, l'Etat nous concurrence.

« Le projet de la Société d'Industrie et de traction électriques est une congrégation d'ingénieurs, d'industriels, de commerçants qui trament l'avenir de notre pays. Ils offrent à l'Etat espagnol de créer de nouvelles lignes ferrées, d'aménager des chutes d'eau, de monter des industries, etc... »

« De tout cela, on a accusé M. Alba. C'est lui qui aurait agréé ces offres étrangères, lui qui aurait commencé à les rendre réalisables. C'est pour cette trahison qu'on l'a d'abord renversé, puis mis en jugement.

Un projet.

« Actuellement, loin d'Alba, déchu, on renouvelle les mirabolantes propositions. Le programme est simple en apparence.

« La façon de le résoudre est plus compliquée.

« On constitue une Société, la S. E. I. T. E. dont je vous parlais. Capital : 180 millions de pesetas. Comme actif, la S. E. I. T. E. ne nous en a encore fourni aucun. Nous l'ignorons. La Société possède seulement la valeur attribuée à une série de concessions en majorité de provenance inanalysée et de valeur infime. Avec cet appoint une Société ordinaire ferait faillite. Il faudrait au moins que la partie du capital la plus aventureuse fût consacrée à des travaux d'un rendement sûr et important. Qui plus est, un rendement vite rémunérateur.

« Les travaux proposés par la S. E. I. T. E. paraissent, au rebours, assurés d'une faillite éternelle. Ils ne correspondent pas à des nécessités économiques et sont mal faits et vont contre les intérêts qu'ils comptent servir.

« Vous me direz qu'on pourrait changer le programme, l'adapter aux véritables besoins de la Péninsule. L'essentiel est d'avoir à sa disposition de forts capitaux et de les avoir accordés pour des fins économiques. Laissons de côté, volontairement, les grands ouvrages indiqués. Voyons la partie financière.

« L'argent promis à la S. E. I. T. E. proviendra d'une émission de Bons du Trésor, en dollars. L'Etat livrera de la sorte à la Société pour une valeur nominale de trois mille millions de pesetas or. Cette somme sera remise à la Société d'Industrie et de Traction électriques, qui, vous ai-je dit, n'a pas d'actif connu.

« La S. E. I. T. E. pourra négocier ce capital. Mais nous savons que le groupe bancaire qui va se charger, ou se chargerait, de cette opération, ne contient pas une banque espagnole et pas davantage un établissement français. Tout groupe financier français sera exclu du projet.

Préjudice à la France.

« Vous savez combien jusqu'ici les capitaux français ont joué un rôle sur les bourses espagnoles. La plus-value de la peseta a rapatrié beaucoup d'entre eux. La préparation d'un projet de cette envergure aurait pu rendre au franc un peu de la place perdue. Malgré la perte apparente subie du fait de la conversion de francs en pesetas, des capitalistes ou des groupes auraient pu se risquer dans une aventure de cette espèce si elle avait été autrement menée. Hé ! bien, cela leur est interdit.

« L'exploitation n'est pas meilleure. Ici, le projet de la Société d'Industrie et de traction électriques est formel : Tout ce qui sera nécessaire à la S. E. I. T. E. sera acheté à l'étranger, en Angleterre et aux Etats-Unis.

« Pas un centime d'achat : matières premières, produits demi-manufacturés, matériel électrique, de traction, rails, etc..., rien ne sera fourni par l'Espagne, ni la France.

« Etant donné l'importance des exportations françaises en fait de métallurgie et d'industrie électriques, cette mesure peut provoquer de graves chômage et des troubles sur les marchés. Ce n'est pas une contribution au relèvement du franc.

« Politiquement, internationalement, comment expliquer cette exclusion économique, quand existe un accord commercial ?